

# Chine : défis et opportunités (manquées)

## Face à Trump II et aux problèmes internes

Confrontée à une nouvelle guerre commerciale impulsée par l'administration américaine, la Chine doit aussi faire face à une crise économique intérieure. Sa posture diplomatique reste ambiguë, sauf pour Taïwan, vis-à-vis de laquelle les pressions restent constantes.

Dans les premières semaines qui ont suivi son investiture, le président Donald Trump a peu mentionné la Chine, tout concentré qu'il était à menacer le Canada, le Groenland, le Panama ou l'Europe. Son administration a néanmoins renforcé les mesures de contrôle d'exportation de semi-conducteurs et autres technologies critiques vers la Chine dès mars 2025.

### Trump II : le semblant de confiance de Pékin

À l'annonce des droits de douane imposés au monde entier lors du *Liberation Day* (2 avril 2025), la Chine n'était taxée qu'à 34 %, contre 46 % pour le Vietnam, 49 % pour le Cambodge ou encore 32 % pour Taïwan, ce qui laissait augurer une approche peu virulente contre Pékin. Mais alors que ces droits de douane étaient abaissés à 10 % pour le reste du monde, les États-Unis entraient dans une escalade tarifaire avec la Chine : 145 % de taxes sur les produits chinois, 125 % sur les produits américains – des niveaux bloquant *de facto* tout commerce bilatéral.

Le 12 mai 2025, He Lifeng, principal conseiller économique de Xi Jinping, rencontra à Genève ses homologues Scott Bessent, secrétaire américain au Trésor, et Jamieson Greer, représentant au Commerce, pour entamer des négociations. Les deux parties consentaient à abaisser les droits de douane à 30 % pour la Chine et 10 % pour les États-Unis, pour une période de 90 jours à l'issue de laquelle un accord plus durable devait être trouvé. Toutefois, dès le mois de juin les tensions repartaient à la hausse, après que Washington eut interdit l'exportation de puces d'Intelligence artificielle (IA) vers la Chine et révoqué les visas d'étudiants chinois.

En dépit de l'ouverture des négociations, il est peu probable que s'améliore la relation commerciale bilatérale : la rivalité sino-américaine est structurelle et la pression américaine sur l'économie chinoise constitue un puissant levier d'action. L'amateurisme et les volte-face de Donald Trump ont certes pu affaiblir l'image de

crédibilité des États-Unis, quand en miroir Pékin affichait une confiance affirmée, répondant sans hésiter au rapport de force. Toutefois, derrière la posture d'assurance de Pékin, les droits de douane américains – même limités à 30 % – pèseront lourdement sur l'économie chinoise.

La Chine cherche néanmoins à capitaliser sur l'approche coercitive, indiscriminée et imprévisible de Trump, pour se présenter comme un partenaire fiable, constant et constructif. L'abandon de la politique d'aide au développement américaine (USAID) donne par exemple à la Chine l'opportunité de renforcer son influence dans les pays émergents.

Dans son voisinage immédiat, l'érosion de la confiance envers les États-Unis n'entraînera pourtant pas mécaniquement une hausse de la confiance envers Pékin, qui se comporte de manière dominatrice, tant sur le plan commercial que sur les plans politique et territorial. C'est là, d'ailleurs, que les voix européenne et française pourraient résonner, auprès des pays d'Asie du Sud-Est notamment, en faveur d'un rapprochement économique et politique, à l'image de la proposition du président de la République, au Shangri-La Dialogue de mai à Singapour<sup>1</sup>, de constituer une « coalition des indépendants ».

## Le mythe de l'offensive de charme chinoise vers l'Europe

À la suite de l'élection de Donald Trump, beaucoup s'attendaient à une nouvelle offensive de charme chinoise en direction de l'Europe, comme lors de son premier mandat, pour fragiliser le lien transatlantique. En dépit des anticipations et lectures optimistes, l'offensive ne s'est jamais matérialisée.

Les occasions n'ont pourtant pas manqué. La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, connue pour sa ligne dure envers la Chine, a évoqué au forum de Davos de janvier 2025, « l'opportunité d'engager et d'approfondir nos relations avec la Chine et, où cela est possible, même d'élargir nos liens en matière de commerce et d'investissement<sup>2</sup> ». Un sommet UE-Chine devant se tenir au printemps à Bruxelles pour célébrer le cinquantième anniversaire de la relation bilatérale, et Xi Jinping ayant fait part de son indisponibilité, l'Union européenne (UE) a accepté une entorse au protocole, proposant de déplacer la rencontre à Pékin en juillet.

Alors que le retour de Donald Trump aurait pu – ou dû – pousser l'UE et la Chine à négocier sérieusement et de bonne foi sur leurs différends commerciaux, les deux parties s'enfoncent en réalité dans un dialogue de sourds. Bruxelles cherche à échanger avec Pékin sur l'Ukraine, le déficit commercial, l'égal accès aux marchés et le transfert de technologies : sans succès. Pékin, de son côté, appelle en vain à ressusciter l'Accord global sur les investissements (AGI), signé fin 2020 et jamais ratifié par le Parlement européen.

1. À ce sujet, lire C. Pajon, « Le président Macron au Shangri-La Dialogue. L'autonomie stratégique à l'épreuve de la réalité indopacifique », *Lettre du Centre Asie*, n° 111, Ifri, 6 juin 2025.

2. « Davos 2025: Special Address by Ursula von der Leyen, President of the European Commission », Davos, World Economic Forum, 21 janvier 2025.

Ce dernier avait, à l'époque, suspendu le processus de ratification de l'accord, à la suite d'un échange de sanctions avec la Chine. Le Parlement avait sanctionné des responsables de l'appareil de sécurité au Xinjiang, et la Chine, en représailles, avait sanctionné des députés européens, des députés nationaux, des chercheurs et des instituts de recherche indépendants.

En avril 2025, espérant convaincre le Parlement de reprendre le travail de ratification de l'AGI, Pékin a levé les sanctions qui pesaient sur les parlementaires européens. Cette mesure, partielle et symbolique, n'a pas convaincu à Bruxelles. Pékin ne répondait toujours pas à la préoccupation principale des Européens, à savoir le commerce bilatéral. De plus, l'accord négocié entre 2012 et 2020 était devenu anachronique, et il n'y avait guère de volonté de relancer sa ratification en Europe.

Loin de l'offensive de charme, la Chine a en réalité renforcé l'arsenalisation du commerce, réduisant en avril ses exportations de terres rares, mettant sous forte pression les industries européennes de l'automobile, des équipements médicaux, des semi-conducteurs et de l'armement.

Du côté européen semble se dessiner un alignement plus clair de Paris, Berlin et Londres, tant sur l'Ukraine et la relation transatlantique que sur la stratégie de *de-risking* à adopter face à la Chine. Dès son entrée en fonction, le nouveau chancelier Friedrich Merz a estimé devant le Bundestag que « les éléments de rivalité systémique [étaient] en augmentation dans les actions de politique étrangère de la Chine », en particulier dans une logique de proximité entre Pékin et Moscou. Il s'est ainsi engagé à poursuivre un « *de-risking* stratégique » avec la Chine<sup>3</sup>. Le nouveau chancelier doit toutefois composer avec les diverses tendances de la coalition au pouvoir et des approches potentiellement divergentes sur la question chinoise.

Enfin, les Européens se rejoignent pour dénoncer le rôle trouble de la Chine en soutien à la Russie dans la guerre d'Ukraine. L'impassibilité chinoise devant le traité d'alliance russo-nord-coréen de juin 2024 et l'envoi par Pyongyang de 10 000 soldats et de millions de munitions en Russie ont une nouvelle fois mis en lumière les doubles standards de Pékin : quand les Occidentaux fournissent des armes à l'Ukraine, Pékin les accuse d'alimenter le conflit ; quand la Corée du Nord fournit armes et soldats à la Russie, Pékin ne dit mot. Pour autant, la Chine n'est guère à l'aise avec cette nouvelle alliance qui permet à Pyongyang de réduire sa dépendance vis-à-vis de Pékin et de bénéficier du soutien technologique et militaire de Moscou. La Russie a d'ailleurs commencé à transférer des systèmes de défense aérienne *Pantsir* et des systèmes de guerre électronique à la Corée du Nord.

## L'économie s'enlise, l'armée demeure dans l'incertitude

L'économie chinoise fait toujours face à une polycrise structurelle que la nouvelle guerre commerciale avec les États-Unis ne peut qu'aggraver. Annoncé par les autorités depuis plusieurs mois et adopté lors de la session plénière de l'Assemblée nationale populaire en mars 2025, le plan de relance économique tant attendu a fortement déçu. Si la restructuration de la dette des gouvernements locaux et la

3. F. Bermingham, « Germany's New Chancellor to Pursue "Strategic De-risking" from China », *South China Morning Post*, 15 mai 2025.

consommation historiquement basse sont bien ciblées, les ressources mobilisées dans le cadre du plan sont très en deçà des besoins et ne permettront vraisemblablement pas d'assainir l'économie.

À l'instabilité économique s'ajoute une grande fébrilité au sein du commandement militaire. Les purges se poursuivent dans l'Armée populaire de libération (APL), y compris au sommet de la hiérarchie. À l'été 2023, le commandement de la Force des missiles avait tout entier été démis, ainsi que le ministre de la Défense Li Shangfu. En novembre 2024, l'amiral Miao Hua, membre de la toute-puissante Commission militaire centrale (CMC) a été relevé de ses fonctions pour « sérieuses violations de la discipline » – premier membre de la CMC en activité à être suspendu depuis l'ère maoïste. En avril 2025, c'est le général He Weidong, vice-président de la CMC, qui a disparu de l'espace public. De six membres nommés en 2022, la CMC est donc réduite à quatre, pour des raisons qui demeurent obscures. La corruption reste une hypothèse plausible, mais le niveau politique des officiers incriminés laisse plutôt penser à un défaut de loyauté tel que perçu par Xi Jinping. L'absence du ministre de la Défense Dong Jun au Shangri-La Dialogue a également été très remarquée.

## Maintien d'une coercition forte sur Taïwan

Les remous au plus haut niveau de l'APL, dont on ne voit que l'écume, pourraient aussi être liés à des désaccords sur les ambitions de Pékin à l'égard de Taïwan. Pour l'heure, l'APL poursuit méthodiquement son travail de préparation au combat et répète les scénarios de blocus de l'île. Depuis août 2022, elle a conduit au moins six exercices de grande ampleur autour de Taïwan, dont trois pour la seule année 2024, simulant le blocage des ports stratégiques taïwanais. En mars 2025, des images prises dans le sud de la Chine et diffusées sur les réseaux sociaux ont révélé l'existence de barges géantes pouvant servir à une invasion de Taïwan.

La virulence du discours de Pékin à l'égard du président taïwanais Lai Ching-te, investi en mai 2024, ne faiblit pas : Xi prétend que Lai est une plus grande menace encore que sa prédécesseure Tsai Ing-wen (déjà honnie). Pourtant, contrairement à Tsai, Lai ne dispose pas de la majorité au Parlement et doit faire face à une crise politique qui limite fortement sa marge d'action. L'évolution du discours et des manœuvres militaires de la Chine populaire à l'encontre de Taïwan indique la détermination de Pékin, fortement préoccupante pour la stabilité régionale.

M. J.

### Pour en savoir plus

- C. Boullenois, L. Wright *et al.*, « How Can China Boost Consumption? », Rhodium Group, 10 février 2025.
- M. Julienne (dir.), « L'Indo-Pacifique face à Trump II. Dans l'étreinte brutale de l'oncle Sam », *Asie Visions*, n° 144, Ifri, janvier 2025.
- M. E. Rodriguez et M. O. Iglesias, « Riders on the Storm: Europe Navigating the U.S.-China Rivalry », *ETNC Report*, juin 2025.

